

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 35 (1998)  
**Heft:** 1326

**Artikel:** En amont d'IDA FiSo2  
**Autor:** Gavillet, André  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1009937>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## En amont d'IDA FiSo2

**L**E DISCOURS SOCIAL de la droite est à double face. Tantôt elle reconnaît les facteurs objectifs qui déterminent un accroissement des dépenses, le plus important étant le vieillissement de la population; elle souligne même ces données pour obtenir un moratoire social. Tantôt elle s'étonne de la croissance des prélèvements obligatoires, destinés pourtant à financer ces nouveaux besoins clairement identifiés. La facture est plus lourde parce que nous sommes plus nombreux à table, elle le sait. Mais elle veut faire croire que, si l'addition augmente, c'est par l'effet d'un appétit non modéré. Les convives en plus deviennent des desserts en trop.

Le mérite des travaux du groupe de travail interdépartemental FiSo, créé par le Conseil fédéral, est d'avoir chiffré le coût social augmenté de la société de demain, dans toutes les hypothèses, même avec une réduction des prestations. L'évolution démographique et les progrès de la médecine ont un prix, élevé. Il faut partir de ce constat et tenir un langage univoque. Le débat politique ne commence qu'en aval.

Mais avant que ne débute le marchandage, l'accord ou l'affrontement devrait se faire sur quelques orientations fondamentales. Nous les esquissons. La liste est indicative et non exhaustive.

- La reconnaissance, par tous les partenaires, de l'inéluctable croissance de la dépense à coût unitaire constant.

- La séparation claire des financements: caisse publique, participation publique ad hoc, cotisations. La volonté de Villiger d'épargner le budget fédéral en faisant des économies budgétaires qui aggravent la situation des assurances sociales ne cesse de semer la confusion. On l'a vu pour l'assurance chômage. De même, faut-il que l'État central continue à considérer comme dépenses les prêts faits aux assurances sociales?

- Une distinction nette entre ce qui ressort de la logique assurantielle et ce qui ressort du social. Exemple, la cotisation d'assurance chômage prélevée même sur les salaires qui dépassent le montant assuré. Question fondamentale, à ce titre, les retraités

*Avant que ne débute  
le marchandage,  
l'accord ou  
l'affrontement  
devrait se faire sur  
quelques orientations  
fondamentales*

doivent-ils participer au financement de l'AVS ou de l'assurance chômage?

- À quelles conditions politiques la TVA peut-elle être mise à contribution?

- Comment interférera la nouvelle péréquation intercantonale?

Les choix proposés comme un menu à la carte par IDA FiSo2 sont intéressants. Mais il serait fâcheux qu'ils provoquent d'emblée une dispute de détail. Ne pas brûler l'étape des principes directeurs!

AG